

LE KROLL

CHARLES MICHEL À LA CHAMBRE



J'Y VOIS CLAIR

Catherine De Bolle, première femme à la tête d'Europol?

La commissaire générale de la police fédérale pourrait prendre la tête de l'Office européen de police en avril 2018.



LUDIVINE PONCAU

Catherine De Bolle figure parmi les derniers candidats en lice pour la présidence d'Europol, ont annoncé lundi les médias tchèques. Trois « super-filles » en lice. La Belge aurait brillamment réussi les tests de sélection. Une information que ni Europol ni la police fédérale n'a souhaité commenter lundi. On savait néanmoins depuis quelques mois déjà que la commissaire brigait ce poste à haute responsabilité.

Un successeur au Britannique Rob Wainwright, dont le mandat s'achève fin avril 2018, doit être désigné avant la fin de l'année par les ministres européens de l'Intérieur. Celui-ci occupait actuellement deux des trois fauteuils de directeurs adjoints d'Europol. Le premier dirige en outre le département de la gouvernance, le second le département des opérations.

Le successeur de Rob Wainwright doit être désigné avant la fin de l'année par les ministres européens de l'Intérieur

Dans une interview-porrait récemment accordée au Soir (Les revues élémentaires, 5 août), elle est revenue sur son accession, en 2010, au poste de cheffe corps de la zone de Ninove où elle dirigea 90 policiers.

« Au début, les gens de la police à Ninove se demandaient: "Elle est très jeune, et c'est une femme. Comment est-ce que cela va marcher?" Ils n'étaient pas très confiants. Mais après quelques semaines, ça a été. Ils m'ont appréciée. »

Féministe, peut-être. Mais pas militante: « Être la première femme à la tête de la police, c'est un détail », ajoute celle pour qui le droit des femmes n'est que l'un des droits de l'homme dans une démocratie.

Toujours plus haut. En novembre 2015, Madame la commissaire générale était élue, à une écrasante majorité, au poste de représentante européenne au sein du comité de police d'Interpol.

Il devenait ainsi la première Belge à occuper cette fonction dans l'organisation internationale qui compte 190 pays membres.

Si Catherine de Bolle s'impose au titre de la procédure de sélection, elle devrait prendre ses fonctions en avril prochain, laissant le poste de commissaire générale de la police fédérale vacant.



La patronne de la police belge, Catherine De Bolle. © BELGA

- La CGSP part (presque seule) en grève.
► Une tentative de relancer un mouvement social affaibli.
► La fermeture du gouvernement et l'impopularité des grèves en ont découragé plus d'un.

Six novembre 2014. Le gouvernement Michel est à peine en place et vient d'annoncer ses premières grandes réformes. La réaction fuse: manifestation en front commun, 110.000 personnes dans la rue.

Dix octobre 2017, ce mardi. La plupart des grandes réformes du gouvernement Michel ont été mises en œuvre. La seule CGSP part en grève, sans les deux autres syndicats, et s'ans que sa propre organisation faille. La FGTB, appelée à la grève dans les autres secteurs.

De la première à la dernière action en date, le mouvement s'est effiloché. Les chiffres de participation aux grandes manifestations en apportent une illustration chiffrée: 110.000 personnes en novembre 2014, puis 100.000 (octobre 2015), 60.000 (mai 2016) et 70.000 (septembre 2016). « Il est globalement constaté que le mouvement s'est effiloché », confirme Jean Faniel, le directeur du Centre de recherches et d'information socio-politiques (Crisp). « Même si il faut quand même souligner que le nombre de jours de grève est globalement en augmentation. »

Une violence brisée à la première manifestation

Comment expliquer cette érosion du mouvement contre la suédoise? Plusieurs facteurs entrent en jeu. Il y a d'abord une lassitude des manifestants et grévistes, devant l'inflexibilité du gouvernement fédéral, qui a maintenu le cap au gré des mouvements, adaptant ses mesures que de manière très marginale. « Beaucoup ont eu l'impression que cela ne servirait à rien », pointe Jean Faniel. D'autre part, les mouvements n'ont pas remporté un franc succès par leur force de conviction auprès d'une partie de la population. Il faut dire que plusieurs des grands mouvements ont été émaillés d'incidents, qui s'ils sont restés marginaux, ont eu un impact sur l'opinion publique. On se souviendra de cette voiture incendiée lors de la première manifestation. De cette polémique autour d'un barrage routier à Liège, qui aurait empêché une ambulance d'acheminer son patient à l'hôpital en octobre 2015. Ou des méthodes expéditives de Raymonde Le Leprier, du Setca, qui avait fait l'insurrection mûsclée et très médiatisée dans un musée d'art contemporain ouvert un jour de grève. Les syndicats se sont ensuite montrés plus hésitants à partir en grève.

L'absence de résultat et l'impopularité croissante des mouvements ont poussé les syndicats à remettre leur stratégie en cause. Côté CSC, on a privilégié un canal: l'influence sur le CDH; le parti le plus proche au gouvernement, pour infléchir les décisions. A la FGTB, la situation s'est avérée plus chaotique, certaines centrales entendant partir en grève, d'autres pas. Ces divergences de stratégie sont apparues au grand jour il y a un an et demi, avec l'annonce continuante de la CGSP en mai 2016 de faire grève « pour faire tomber le gouvernement ». Un objectif qui s'est avéré fantaisiste. Mais la CGSP n'a pas renoncé aux actions: elle repart donc en grève ce mardi, ce qui rend peu possible la stratégie d'opposition de la FGTB, dont les dirigeants doivent compter avec des courants pour le moins contradictoires et difficiles à fédérer.

L'érosion de l'opposition syndicale est allée de pair avec un affaiblissement de l'opposition, essentiellement francophone, au gouvernement Michel. Le PS avait frappé très fort peu après l'investiture - on se souvient des sorties de Laurent Laurette Onkelinx, chef de groupe PS au Parlement - mais petit à petit, la force de frappe a faibli. Les affaires ont ensuite achevé d'affaiblir la principale force d'opposition.

Le combat serait-il perdu? Robert Vertemuel, le secrétaire général de la FGTB dit tout le contraire. D'abord, il défend le mouvement de ce mardi. « L'ensemble de la FGTB s'y associe, même si toutes les centrales n'ont pas estimé qu'il fallait faire grève. » Il ajoute que, selon lui, le mouvement de la FGTB s'inscrit dans la ligne des précédents. « Il faut pouvoir durer. Et après les mobilisations réussies de 2014 à 2015, on doit s'inscrire dans la durée et notre plan d'action connaîtra des succès dans les prochaines semaines. Nous dirons ce qui ne nous convient pas et comment on peut faire autrement. »

La FGTB tente l'action politique

Mais devant l'échec de la puissance du mouvement, la FGTB wallonne tente en parallèle une nouvelle stratégie: peser de tout son poids pour qu'une majorité nouvelle voie le jour. C'est tout le sens des contacts répétés que la FGTB wallonne entretient avec le PS, Ecolo ou encore le PTB. Un acte politique inédit pour un syndicat? « Je ne le pense pas », dit Jean Faniel. Mais ce qui est nouveau ici, c'est que la FGTB s'ouvre à deux autres formations politiques et en particulier au PTB. Elle tente en fait d'obtenir par les urnes ce qu'elle n'a pu engendrer par les grèves, les manifestations et la concertation sociale. « Nous ne donnons pas de consignes de vote. » Sinon une: votez à gauche. Une tentative ultime de contrer cette suédoise homnie des syndicats, et qui a découragé bien des adhérents pour qu'elle ne subsiste pas sous la prochaine législature. ■

BERNARD DEMONTY

LE TÉMOIN

« Voilà qu'on veut rallonger ma carrière »



Conducteur de train à la SNCB depuis sept ans, attaché au dépôt de Liège-Guillemins, Anthony Signorine est déçu des décisions des CGSP-Cheminots. C'est sans hésiter qu'il se joint au mouvement de grève.

« Ça me fait plaisir de défendre l'ensemble des services publics... »

« Je trouve que tout le monde puisse avoir accès à un service public de qualité. Or on est dans le désinvestissement... »

« On est traqués par les chefs, qui font de plus en plus de contrôles. On peut subir une mise à pied pour rien... Notre réglementation change tout le temps. Il y a des heures et des heures de travail pour se tenir à jour et nous manquons de formation permanente. Il y a beaucoup de collègues qui n'arrivent pas à obtenir leurs jours de congé et qui ne peuvent plus se reposer. Nous sommes prestes neuf heures maximum, mais avec les retards, on les dépasse fréquemment. Et il y a de plus en plus de choses à faire pendant le harcassant. Rien de tel ce mardi 10 octobre. Le gouvernement a bouclé ses comptes en juillet, le Premier a tout le temps pour mettre la dernière main à son quatrième grand discours (depuis 2014), à la Chambre. Une rentrée en force, avec quelques fragilités... »

« Ça me fait plaisir de défendre l'ensemble des services publics... »

BERNARD DEMONTY

La CGSP tente de relancer le mouvement



Le mouvement de contestation sociale n'a eu de cesse de faiblir ces dernières années. © BELGA

WALLONIE

Double tour de vis en vue pour les TEC

A la veille de la grève, la nouvelle majorité MR-CDH a voté deux textes qui pourraient jouer le rôle de l'huile sur le feu, ou tout au moins en Wallonie. « Droitation 1 », hurle le PS. Une vieille (2014) proposition de décret du MR, alors dans l'opposition, est remontée à la surface. A propos de TEC, elle prévoit d'inscrire « la garantie de la continuité du service public » dans la législation régionale, autrement dit le service minimum. Cette initiative parlementaire est purement formelle. Son intérêt est de fournir une arme supplémentaire à l'administrateur Carlo Di Antonio (CDH) qui négocie le nouveau contrat de service public avec la société de transport. Aujourd'hui, des sanctions financières frappent les TEC quand les bus ne roulent pas. A l'avenir, les travailleurs non grévistes devront assurer les lignes jugées prioritaires. Les syndicats sont opposés à cette disposition qu'ils jugent inapplicable. Dans la foulée et avec l'appui du MR, le CDH a fait approuver sa résolution sur les grèves sauvages: elle demande au gouvernement de travailler avec l'entreprise et les syndicats à la mise en place de sanctions disciplinaires et/ou financières pour les agents qui arrêtent le travail sans préavis. Le règlement de travail serait modifié en ce sens. En 2016, une trentaine d'incidents de courte durée (pour un total en baisse de 2.59 jours de perturbation) ont été relevés sur le réseau, sans réaction de l'égard des auteurs en raison du vide juridique actuel. Pour Deborah Gérardon (PS), ces évolutions risquent de déconstruire le dialogue social au sein des TEC. ■

Les transports publics fortement perturbés

Sur le rail. La CGSP-Cheminots, dans ses deux ailes linguistiques, a entamé sa grève lundi à 22h et la contournera jusqu'à ce mardi à 22h. Les TEC. Une paralysie du réseau n'est pas à exclure, avertit la société. Le TEC Hainaut prévoit que seuls 20% de ses services seront assurés dans le Centre et dans le Borinage alors que Mons, un bus sur deux devrait rouler. Tout comme à Liège et à Charleroi, le TEC Namur-Luxembourg craint d'importantes perturbations sur le réseau des deux provinces. Enfin, situation contrastée dans le Brabant wallon où 71% des voyages devraient être assurés. La SNCB. A Bruxelles, le réseau devrait être fortement perturbé, mais l'ampleur des perturbations n'est pas encore connue. Attention donc si vous vous rendez au Stade Roi Baudouin pour le match des Diables rouges ce soir.

L'enseignement, bpost... aussi touchés

Seuls les départements où un service minimum est organisé (soins de santé, collecte des déchets...) seront épargnés. Enseignement. Les cours dans les écoles des différents réseaux de l'enseignement officiel pourraient être perturbés. bpost. Il n'y aura sans doute pas de courrier dans les boîtes aux lettres. Administrations locales. Les administrations locales (Communes, CPAS, intercommunales, etc.), les zones de police et de secours, les prisons et les organismes d'intérêt public comme le Forem ou l'Avig, devraient aussi être perturbés. E.D.

Les solutions? Home-working...

Annoncée de longue date, la grève ne traumatisait visiblement pas le monde de l'entreprise. « Il n'y a pas de stratégie particulière, explique-t-on chez Proximus (Bruxelles), on aura recours en partie au home-working qui est déjà pratiqué et, en plus, le personnel peut aller travailler dans les différents bureaux périphériques (Liège, Namur, Charleroi...) dans lesquels il y a suffisamment de place pour les accueillir. »

... covotage, jour de congé...

A Charleroi, chez Dreamwall et Keywall, deux PME associées spécialisées dans l'animation et les images virtuelles, pas de panique non plus. « La majorité des gens viennent en covotage ou avec leur véhicule directement. Au jour, certains prennent un jour de congé. » Même son de cloche, à Liège, chez Ethias, où il n'y a pas de consigne particulière pour le personnel et, en grande partie, ne dépend pas des transports en commun. ■

Sur lesor.be

Suivez en direct tout au long de la journée sur lesor.be l'ampleur des perturbations causées par les actions de grève. DAVID COPPI

discours de rentrée Charles Michel en force, quatrième

Habituellement, c'est l'heure d'un conclave budgétaire harassant. Rien de tel ce mardi 10 octobre. Le gouvernement a bouclé ses comptes en juillet, le Premier a tout le temps pour mettre la dernière main à son quatrième grand discours (depuis 2014), à la Chambre. Une rentrée en force, avec quelques fragilités...

En force...

Tendez le micro dans la majorité: le Premier est « plus fort » que jamais. Les grandes lignes de son discours: jobs, jobs, jobs; et de stabilité, stabilité, stabilité... 4,8 millions de personnes ont un emploi en Belgique, le chiffre le plus élevé jamais enregistré, rayé-on au sein de la suédoise. Le taux d'emploi repart à la hausse, de 67,2 à 67,7. Eurostat, le Bureau du Plan et la FEB reviennent les prévisions de croissance à la hausse. N'oubliez pas que « Pacte national d'investissement stratégique », une promesse qui pèse 60 milliards à l'horizon 2030. Terminez par une « énergie réformatrice » non démentie depuis trois ans: de la pension à 67 ans à la flexibilisation du travail, en passant par le tax shift, la suédoise a plus de 400 textes.

Stabilité, disait-on aussi. Domné jadis pour kamikaze, le gouvernement MR-NVA/VLD/CD&V tient le coup, pendant que la Wallonie chavire, l'Allemagne s'inquiète, la France s'interroge, l'Espagne se tort, la Grande-Bre-



Domné jadis pour kamikaze, son gouvernement MR-NVA/VLD/CD&V tient le coup. La majorité a voté plus de 400 textes législatifs en trois ans. © BELGA, NICOLAS HANTRICKE

tagne dérape... Lisez en suédois: la Belgique de Michel n'est pas un havre mais elle est un port dans la tempête. Le chef du gouvernement est « concentré et serrien ». Et garde les pieds sur terre par rapport à un « Michel II », auquel a appelé (sur RTL) le ministre de la Justice, Goo Geens, chrétien-démocrate qui se fait messager.

Côté force, toujours: l'OPA sur le CDH, capté par les libéraux en Wallonie, garanti un partenaire pour une éventuelle majorité fédérale après 2018. Fréquent. Quant à l'opposition, les bleus

« Oui, Charles Michel est conforté, mais il y a des éléments de fragilité », Pascal Delwit (ULB) en voit trois: « Un: si l'on prend les perspectives long et est important pour le monde de l'entreprise. » Deux: la situation budgétaire n'est pas bonne, on repousse l'équidite à la prochaine législature. Trois: en termes de grands indicateurs économiques, d'autres pays européens font mieux que la Belgique. Cela étant, il est certain qu'il n'y a pas de vote sur l'opposition comme une alternative praticable. En d'autres termes, le CDH ne se dit pas que le PS pourrait être un partenaire, ce qui est important pour le Premier en place. »

Christian Behrendt, professeur de droit public à l'Université de Liège désigne, lui, « trois dangers » et « autant de tests pour la crédibilité » du Premier de son gouvernement: « Un: le fait permanent du secrétaire d'Etat à l'Égalité et la Migration avec la reprise économique, en Belgique comme en Europe. » Chargez! C'est n'est qu'un avant-goût de la campagne libérale si l'idée d'une alliance rouge-verte devait proposer au sud. Le MR est sur pied de guerre au cas où. La suédoise de Charles Michel ne convainc peut-être pas tout le temps tous les bleus? Voilà un beau motif d'unité!

« Je vois un potentiel syndical qui se mettra dans partis sous tutelle, qui prend les dictateurs en otage, en fait qui profite des difficultés de la social-démocratie pour s'entendre avec un PTB totalitaire. Wallonie qu'une telle alliance en Belgique porterait le pays à la scission. »

« Les politologues convergent: ... avec quelques fragilités Les politologues convergent: »